

19 juin 1986 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Conférence de presse conjointe de M. François Mitterrand, Président de la République, et de M. Hu Yaobang, Secrétaire général du Parti communiste chinois, notamment sur la coopération franco-chinoise, les problèmes de désarmement et la poursuite des essais nucléaires, Paris, Palais de l'Élysée, jeudi 19 juin 1986.

Mesdames et messieurs,

- Comme vous le savez depuis trois jours, la France a l'honneur de recevoir M. Hu Yaobang, Secrétaire général du Parti communiste chinois.

- Nous avons été heureux de pouvoir montrer certains aspects de notre pays et de poursuivre des conversations engagées déjà depuis quelques années. J'avais eu moi-même à deux reprises l'occasion de rencontrer M. le Secrétaire général en Chine. Ce n'était donc qu'une reprise du dialogue.

- M. Hu Yaobang a pu rencontrer ici un certain nombre des dirigeants français, notamment M. le Premier ministre `Jacques Chirac`, M. le Président de l'Assemblée nationale `Jacques Chaban-Delmas` et d'autres, de même qu'il a pu voyager en France. Il est allé à Lyon, à Versailles, il a vu La Villette, il a pu approcher quelques-unes des réalisations françaises de type Airbus, TGV. Il a pu admirer Versailles et voir au travail un certain nombre d'entreprises, notamment une usine laitière et le métro de Lyon.

- Pendant ce séjour, nous avons bien entendu parlé des quelques grands problèmes qui intéressent le monde, les relations de la Chine de son côté avec ses voisins, ses grandes lignes politiques par rapport aux problèmes de la paix ou du développement. De même, nous avons dit à M. le Secrétaire général ce que nous pensions de la politique française dans les mêmes domaines. En raison de notre situation géographique différente et de ce qui caractérise nos politiques intérieures, nos angles de vues des mêmes problèmes étaient forcément différents mais notre conception générale, nous avons pu le constater, a été le plus souvent commune, en tout cas convergente.

- Les relations bilatérales ont été également abordées. Il a été examiné de quelle façon pouvaient être mis en pratique ou continuent d'être mis en oeuvre les différents accords ou contrats passés au cours des années précédentes notamment en 1985 - 1986. Je pense aux centrales thermo-nucléaires, aux accords sur les modes de transports Airbus, les locomotives, sur les centraux téléphoniques. On a parlé d'investissements, de transferts de technologies et enfin j'en passe.

- Pour ma part, j'ai été extrêmement intéressé par tout ce que m'a dit M. le Secrétaire général que j'ai eu le plaisir de rencontrer plusieurs fois au cours de ce séjour. C'est ce matin que nous terminons nos échanges de vues en votre compagnie mesdames et messieurs.

- Dans un instant M. Hu Yaobang fera lui même, je le suppose un résumé de sa façon de voir par rapport à son voyage officiel en France et puis vous pourrez comme vous le voudrez poser les questions de votre choix.

questions de votre choix.

- Je vous remercie.\

Le Secrétaire Général `M. Hu Yaobang`.- Son Excellence M. le Président dit que je dois ajouter quelque chose. C'est avec un grand plaisir que je le ferai.

- Tout d'abord, je tiens à dire que je remercie beaucoup Son Excellence M. le Président pour son aimable invitation. J'ai été l'objet d'un accueil chaleureux de Son Excellence le Président, de Son Excellence le Premier ministre ainsi que des diverses personnalités et la population des localités que j'ai visitées. J'en suis très reconnaissant à leur égard.

- J'ai visité quelques installations et des endroits. Toutes ces visites m'ont donné une satisfaction parfaite. J'ai eu avec Son Excellence M. le Président et son Excellence M. le Premier ministre de nombreuses discussions très amicales et très sincères. Tout comme l'a dit tout à l'heure Son Excellence M. le Président, vu la différence de nos histoires, de nos situations respectives sur certains points oui, nos points de vue ne sont pas tout à fait les mêmes.

- Sur les importants problèmes internationaux, sur les problèmes touchant au développement de l'amitié entre deux pays nos points sont très identiques et nous sommes parvenus à de nouveaux accords. Le peuple français est un grand peuple, laborieux et ingénieux. Le peuple français au bout des efforts soutenus a enregistré des succès qui forcent l'admiration. J'ai ressenti profondément que le peuple français, tout comme le peuple chinois, aspire ardemment à la paix mondiale. Il reste jaloux de son indépendance nationale et il prend à coeur le problème du développement dans toutes les parties du monde. C'est pourquoi j'ai la certitude que nos deux pays peuvent développer leur coopération dans de nombreux domaines et d'une façon durable et stable. J'ai répété à maintes reprises que c'est dans un but d'approfondir notre connaissance mutuelle et notre amitié, de promouvoir notre coopération et d'oeuvrer pour le maintien de la paix que je suis venu en visite en France. Je peux vous dire mesdames et messieurs que ce soit ma visite en Grande-Bretagne ou en Allemagne fédérale ou en France, toutes ces visites ont atteint leur but escompté et ont été couronnées d'un plein succès.

- Je voudrais bien profiter de cette occasion pour remercier encore une fois Son Excellence M. le Président François Mitterrand pour son aimable invitation et pour l'hospitalité généreuse et l'accueil solennel que le peuple et le gouvernement français m'ont réservés. Je remercie également la télévision française qui a bien voulu donner des reportages amicaux à l'occasion de ma visite en France.\

LE PRESIDENT.- Mesdames et messieurs, je crois que maintenant le moment est venu des questions à poser. Vous pouvez vous adresser à M. le Secrétaire général à votre guise ou à moi-même s'il le faut.

- QUESTION.- Monsieur le Président, est-ce que la France compte acheter les fusées `lanceur spatial` à la Chine pour lancer les satellites français ?

- LE PRESIDENT.- Nous procéderons à tous les échanges qui nous paraîtront nécessaires.

- QUESTION.- J'ai remarqué qu'il y avait une certaine contradiction parce que la Chine reparle de la campagne des cent fleurs, c'est-à-dire de la libre expression et en même temps M. Hu Yaobang a déclaré récemment que les idées exprimées par les intellectuels en Chine ne devaient pas être en contradiction avec la ligne du Parti.

- LE PRESIDENT.- Nous n'entendons pas débattre ici des problèmes de politique intérieure de la Chine. Quand vous irez voir M. Hu Yaobang à Pékin vous pourrez lui poser toutes les questions que vous voudrez sur la politique intérieure chinoise.

- QUESTION.- Je crois que M. Hu Yaobang aimerait répondre à cette question.

- LE SECRETAIRE GENERAL.- J'aimerais bien répondre à sa question. Nous en Chine nous avons dit à nos membres du Parti que les membres doivent se soumettre aux ordres du Parti sur le plan politique et je suis sûr que c'est un règlement valable pour tous les partis politiques du monde. Nous n'avons jamais dit que les intellectuels chinois doivent s'identifier à la ligne du Parti, nous n'avons jamais dit cela. Au contraire, nous avons dit que les scientifiques, les techniciens chinois ont beaucoup d'occasions pour mettre en valeur leur intelligence. Les hommes de lettres, les artistes ont de larges champs pour leur création artistique et littéraire.\

QUESTION.- Je voudrais vous poser la question : quelle est d'après vous monsieur le Secrétaire

général l'état actuel des relations de la Chine avec l'Union soviétique et quelle perspective vous envisagez, puisque cela a dû faire un peu partie de vos entretiens avec M. le Président Mitterrand.

- LE SECRETAIRE GENERAL.- Je peux vous dire franchement chers amis les relations économiques entre la Chine et l'Union soviétique se sont développées d'une façon satisfaisante. Nous avons signé un accord commercial à long terme de 5 ans et sur cet accord il est stipulé que de 1980 jusqu'à 1990 le volume global du commerce entre la Chine et l'Union soviétique va atteindre 14 milliards de dollars. Sur l'accord il est dit aussi qu'il faut dépasser même ce taux de ... De notre côté, d'après notre prévision il est possible que le volume commercial de l'époque atteindra 20 milliards de dollars c'est-à-dire un taux de croissance annuel de 4 milliards de dollars. Récemment les autorités soviétiques nous ont fait parvenir deux informations : la première c'est que l'Union soviétique est prête à nous apporter des crédits préférentiels. Préférentiels à quel point de vue ? On ne l'a pas dit. La seconde proposition : l'Union soviétique est prête à créer des entreprises d'économie mixte avec la Chine, nous sommes prêts de notre côté à aborder ce problème d'une façon très positive. C'est pourquoi si on parle des relations commerciales, économiques entre les deux pays, probablement les perspectives sont bonnes. Mais, quand on parle des relations politiques, alors je ne vois pas encore de progrès substantiels, de notre côté, selon notre volonté, nous sommes disposés à normaliser nos relations dans tous les domaines avec l'Union soviétique. Tant que la frontière sino-soviétique compte 7300 km, après l'expérience que nous avons accumulée depuis plusieurs dizaines d'années, nous avons décidé de contracter aucune alliance avec aucune grande puissance. Nous sommes décidés à poursuivre une politique extérieure indépendante et pacifiste. Nous croyons que cette politique correspond aux intérêts fondamentaux du peuple chinois, profite également à la paix du monde. La Chine doit apporter une part de contribution dans ce domaine.\

LE PRESIDENT.- Y a-t-il d'autres questions ? Monsieur ?

- QUESTION.- Monsieur le Président, je prends la relation sino-française qui s'est développée beaucoup dans tous les domaines, dans ces dernières années, est-ce que vous pouvez préciser votre avis sur l'avenir de ces relations ?

- LE PRESIDENT.- J'ai déjà noté que les échanges entre la Chine et la France s'étaient développés très nettement au cours de ces dernières années. J'ai fait observer que dans les domaines principaux de centrales thermiques, des cimenteries, des locomotives, des arbustes, de l'agro-alimentaire, on avait d'abord vraiment passé des contrats et qu'ensuite nos entreprises s'étaient mises au travail ou bien les études se poursuivent ou bien des travaux ont commencé. - Ces échanges ont augmenté de 40 % entre 1984 et 1985, c'est donc une montée très nette qui continue et les échanges de vue de ces derniers jours permettent de penser que la courbe sera maintenue, pas simplement sur le -plan industriel et commercial mais aussi sur le -plan culturel. Il y a à l'heure actuelle 12000 boursiers chinois en France et vous savez que la Chine a pris la décision d'introduire l'enseignement à la télévision chinoise. De même des échanges de toutes sortes entre intellectuels, artistes et des prévisions à Pékin et à Paris pour que des centres culturels puissent véritablement recevoir ceux qui s'y intéressent.

- Quelles prévisions puis-je faire ? D'abord nous avons refait connaissance, ensuite nous avons débattu sérieusement, nous avons cherché à circonscrire les besoins des uns et des autres. Nous, Français, nous avons besoin d'entrer dans ce vaste marché où nous ne sommes pas encore aujourd'hui les mieux placés. M. le ministre des affaires étrangères `Jean-Bernard Raimond` et ceux qui se trouvent placés sous ses directives font, je le sais, un effort très important dans ce sens. Et je crois pouvoir dire que du côté chinois, on attend que les Français - on n'attend pas, cela a commencé - mais enfin on espère de la France qu'elle accentue sa contribution sur d'autres plans, tel que les modalités de crédit, tel que les transferts de technologie et nous y avons consenti. C'était déjà l'objet de conversations que j'ai eues avec les dirigeants chinois et particulièrement avec le Chef du gouvernement M. Deng Xiao Ping et déjà M. Hu Yaobang, lors de mon dernier voyage en Chine, voyage d'Etat. Je crois que cette visite va maintenant bien marquer l'accélération de ce type de relations et je reste optimiste, je n'ai aucune raison de ne

pas l'être.

- LE SECRETAIRE GENERAL.- Je voudrais ajouter quelques mots à ce sujet ... Ces dernières années, la partie française, sur le -plan économique, nous a été d'une certaine manière particulièrement importante et je tiens à exprimer mes remerciements au gouvernement et au peuple français.

- Deuxièmement, cette fois-ci, j'ai eu avec Son Excellence M. le Président, et Son Excellence le Premier ministre, des discussions à l'issue desquelles nous avons décidé de multiplier nos consultations sur les problèmes politiques et de concerter nos actions dans la mesure du possible.

- Troisièmement, la coopération économique sino-française se présente pour le moment peut-être, d'une façon pas tout à fait satisfaisante. Nos deux parties, l'une comme l'autre, désirent faire encore davantage d'efforts à cet égard.

- LE PRESIDENT.- On peut, le champ est vaste.\

QUESTION.- A Pékin, votre voyage en Europe a été présenté sous le double signe de la - recherche de la paix et du développement de la coopération, quels enseignements tirez-vous des différents propos qui vous ont été tenus à Paris sur les problèmes du désarmement par M. le Président de la République et par M. le Premier ministre et vous a-t-on donné des précisions sur une éventuelle participation française au projet américain IDS ?

- LE PRESIDENT.- Bien entendu nous avons abordé le problème du désarmement, çà nous intéresse. La Chine et la France sont des puissances nucléaires, ce sont des pays qui cherchent à éviter que tout problème mondial soit envisagé sous le seul angle des relations Est-Ouest. On connaît l'intérêt que porte la Chine au développement de la Communauté européenne sans doute parce qu'elle y voit un facteur supplémentaire d'équilibre. Nous serons très désireux nous-mêmes de participer à une limitation des armements mais bien entendu on ne pourra examiner ce problème que lorsque les deux plus grandes puissances militaires auront accompli des progrès très sensibles dans leur propre désarmement sans quoi cela serait inéquitable. La parole leur appartient sur ce -plan, ils en discutent d'ailleurs actuellement.\

` LE PRESIDENT suite `

- Quant à l'IDS, c'est-à-dire le programme américain d'initiative de défense, il n'en a pas été spécialement question entre nous, je ne crois pas que la Chine y participe et la France non plus. Ce n'est donc pas notre affaire. Je ne veux pas parler au nom du Secrétaire général du Parti communiste chinois dans cette affaire, on sait ce que je pense. Je pense moi personnellement que toutes les démarches en faveur du désarmement doivent être -entreprises et si possible engagées de façon positive avant de passer à d'autres domaines. Enfin je me suis assez expliqué sur ce -plan-là pour qu'il soit inutile d'y revenir.

- Nos industriels font sur ce -plan ce qu'ils ont à faire comme ils le font en tout domaine. Ils vendent les produits qu'on leur demande d'acheter et si la France a de bonnes industries capables de produire de grandes techniques, tant mieux pour le commerce français. C'est que nous faisons déjà, indépendamment de l'IDS, pour des réalisations comme les grands miroirs par exemple, pour le renvoi par réflexion des lasers, c'est ce qui nous vaut d'être considérés tout à fait à la pointe de la technique, pour l'évacuation des gaz dans les tuyères, des fusées etc ... Mais nous n'avons pas attendu l'IDS pour avoir de grandes techniques et nos industriels sont tout à fait libres de vendre à qui ils veulent. Seulement la puissance publique n'est pas engagée dans cette stratégie industrielle et militaire, voilà le problème français. Maintenant le problème chinois, je crois savoir qu'il se pose dans des termes comparables mais il ne m'appartient pas de le dire moi-même.\

LE PRESIDENT.- Eh bien vous êtes nombreux à demander la parole, madame, vous l'avez prise de vous-même, avec beaucoup d'autorité, c'est très bien.

- QUESTION.- Merci, excusez-moi. Monsieur le Secrétaire général, vous disiez à l'instant que les relations entre l'Union soviétique ne sont pas vraiment améliorées, l'affaire du Cambodge reste liée à ces relations, est-ce que malgré tout la Chine serait prête à discuter directement avec le Vietnam ou est-ce qu'au contraire, il faudra attendre que ces relations s'améliorent pour qu'il y ait une solution ?

LE SECRETAIRE GENERAL.- Le Vietnam a envoyé ses troupes occuper le Cambodge. L'Union

- LE SECRETAIRE GENERAL.- Le Vietnam a envoyé ses troupes occuper le Cambodge, l'Union soviétique a toujours soutenu cette action vietnamienne, l'Union soviétique a toujours soutenu cette action erronée. Effectivement, ceci est devenu un des obstacles les plus importants qui empêchent l'amélioration des relations entre la Chine et l'Union soviétique.

- Nous avons depuis quelques années, toujours dit aux autorités vietnamiennes, à condition que le Vietnam retire ses troupes du Cambodge, l'affaire du Cambodge doit être réglée par le Cambodge lui-même, afin que le Cambodge devienne un pays pacifiste indépendant non aligné. D'un autre côté, à ce moment-là, la Chine sera prête à restaurer des relations amicales avec le Vietnam mais tous les signes ont démontré que les autorités vietnamiennes, autrement dit les dirigeants du Vietnam, n'ont aucune sincère idée dans ce domaine et c'est la raison pour laquelle dès maintenant engager un dialogue c'est perdre tout simplement du temps, c'est tromper l'opinion internationale.\

LE PRESIDENT.- Je voudrais simplement ajouter à la question précédente qui m'a été posée, dire qu'on ne peut pas examiner cet aspect de l'IDS sous le seul aspect de ce fait-là. Cela s'inscrit dans un ensemble, ce n'est pas pour être tout à fait complet dans la presse, il y a une base ou discussion qui se déroule depuis plusieurs années, c'est le traité ABM, et la France tient essentiellement à ce que ce traité soit respecté de part et d'autre et lorsque un débat s'ouvre pour savoir qui a commencé, qui s'organise pour disposer de systèmes défensifs, antibalistiques, alors là on a le droit de poser cette question aux deux puissances en question, étant entendu que si l'on s'en tient vraiment bien à ce traité, alors on doit pouvoir commencer à discuter d'un véritable accord de désarmement.\

QUESTION.- Je suis correspondant permanent du "Quotidien du peuple" de Chine à Paris, je voudrais bien poser une question à M. le Président de la République. Au cours de sa visite en France le Secrétaire général a hautement apprécié le rôle joué par la France et l'Europe occidentale dans les affaires internationales, pourriez-vous nous parler un peu de ce que vous pensez, monsieur le Président de ses propres jugements.

- LE PRESIDENT.- Moi je me suis toujours senti très européen, j'ai toujours été très favorable à la construction de la Communauté, j'ai voté les traités qui l'ont construite et je déplore que cette construction se développe si lentement. J'aimerais mieux un système, une union monétaire plus ferme, j'aimerais la mise en application sans réticence du grand marché unique, je voudrais que l'Europe élargisse ses compétences, elles sont agricoles, elles touchent à beaucoup de problèmes, l'environnement ou les transports, je voudrais que cela aille plus loin, que l'on englobe vraiment l'ensemble des activités principales, je pense en particulier à la technologie. Je pense que rien de tout cela n'est possible sans qu'il existe une union politique de l'Europe. J'y vois l'intérêt de la France, j'y vois aussi l'intérêt de la part du continent dans lequel se trouvent placés les douze pays membres de la Communauté. J'ajoute que la Communauté ne doit pas être refermée sur elle-même, c'est le cas d'un certain nombre de grandes réalisations, c'est le cas du projet Eurêka où l'on voit d'autres pays comme les pays scandinaves, comme l'Autriche, la Suisse, etc... Hier quand l'Espagne n'était pas un membre de la Communauté elle participait cependant à des entreprises comme Airbus.

- C'est un point politique, j'ai dit tout à l'heure d'équilibre et nous en avons parlé naturellement avec le Secrétaire général et je confirme tout-à-fait que c'est un des points forts de notre convergence de vue en matière d'équilibre des forces dans le monde. Il faut qu'il y ait des puissances, et la Chine est une puissance, la France en est une, l'Europe encore plus, il faut que les puissances échappent un peu à la course de vitesse engagée entre les deux plus grandes puissances. Alors je peux vraiment dire que ça c'est un terrain solide des conversations franco-chinoises.\

QUESTION.- Avez-vous évoqué le problème du Proche-Orient lors de votre tour d'horizon des problèmes internationaux et si oui, pourriez-vous me dire en quels termes et si vous êtes parvenus à une convergence de vues.

- LE PRESIDENT.- On en a parlé, ça n'a pas été le centre de nos sujets, nous ne pouvions pas embrasser tous les problèmes du monde mais nous connaissons la gravité de celui-ci et son importance. Oui nous déplorons les uns les autres qu'il n'y eut pas parmi les peuples intéressés,

d'ouverture véritable pour la mise en oeuvre des résolutions des Nations unies, c'est ça le principal de notre point de vue et si nous pouvions aider à ce que s'établisse la paix dans la justice, nous le ferions mais pour l'instant je ne puis parler que pour la France qui interviendra sur ce sujet lors de prochains sommets européens, on voit bien que la plupart des issues ouvertes dans les pays du Proche et du Moyen-Orient pour l'instant sont fermées. Nous n'entendons pas nous substituer aux pays en cause.\

QUESTION.- Monsieur le Président, permettez-moi de poser la même question à vous et à M. le Secrétaire général. Comment évaluez-vous l'importance d'une cessation des essais nucléaires dans le monde ?

- LE PRESIDENT.- Il y a déjà eu des accords sur certains types d'essais dans l'air et dans l'eau. La France y a souscrit. Mais les essais souterrains ont encore lieu et la France a toujours dit qu'elle serait contrainte de perpétuer ce type d'armement et donc les essais indispensables, tant qu'il n'y aurait pas un mouvement semblable chez les grandes puissances. Nous continuons donc nos essais et de perfectionner nos équipements tout en assurant cette décision dans une réflexion d'ensemble qui fait que nous ne sommes pas partisans de l'armement indéfiniment nucléaire. Mais nous voulons garantir notre indépendance et nous ne pouvons pas laisser les pays amis, alliés de la France ou non alliés de la France en juger à notre place. Voilà la position française. Nous continuerons donc d'agir comme cela s'il n'y a pas novation sur la scène internationale.

- LE SECRETAIRE GENERAL.- Avant que je me prononce sur cette question, je voudrais ajouter quelques mots à ce sujet. Sur le problème des armements nucléaires notre position peut se résumer en trois points. D'abord la Chine préconise depuis toujours l'interdiction complète et la destruction totale des armes nucléaires. Les puissances nucléaires doivent le faire en premier. Si les puissances nucléaires peuvent le faire en premier la Chine suivra leur exemple. Deuxièmement, pour le moment, les super puissances poursuivent leur course aux armements et accumulent d'importants armements nucléaires, les autres pays nucléaires peuvent conserver une certaine capacité nucléaire. Je pense que cela est souhaitable. Si on ne vit pas la cessation des essais nucléaires avec le désarmement nucléaire cela ne présentera pas de grandes significations. Troisièmement, dans certaines régions du monde et certains pays du monde, la population de ces régions désignera avant l'établissement des zones dénucléarisées. La partie chinoise, vis-à-vis de leur souhait, ne peut ne pas respecter leur souhait.\

QUESTION.- Les Français s'intéressent beaucoup, c'est une question pour M. le Secrétaire général, à ce que l'on appelle en France la cohabitation entre le Président et le Premier ministre. Je voudrais savoir si en Chine aussi, il peut y avoir des tendances différentes entre les dirigeants. J'ai une deuxième question si vous le permettez, est-ce que vous pouvez nous dire, monsieur le Secrétaire général, l'ordre du jour du prochain congrès de votre Parti. Est-ce qu'après la réforme économique, l'heure est venue de la réforme politique ?

- LE SECRETAIRE GENERAL.- Je suis venu dans votre pays essentiellement dans le but d'échanger nos points de vue sur les grands problèmes internationaux. En ce qui concerne la coopération, j'ai eu des discussions avec les dirigeants français. Quant aux affaires intérieures de la France, je ne les connais pas d'abord, ensuite, cela ne me concerne pas.

- Quant au problème de la situation en Chine, sur les grandes orientations politiques dans certains moments, on a certains points de vue un peu différents et c'est inévitable, mais après une discussion très large, quand nous prenons notre décision, nous sommes unanimes. Des rumeurs circulent selon lesquelles il existe des tendances au sein du Parti : des tendances contradictoires au sein du Parti, il y a les conservateurs, il y a les réformateurs. Je peux vous dire en toute responsabilité que cela n'existe pas.

- Quant au problème de notre congrès, notre congrès doit être convoqué l'année prochaine à la date prévue selon les statuts du Parti. Quant aux problèmes que l'on doit aborder au cours du congrès, je m'excuse de ne pas pouvoir vous donner tous ces renseignements, mais selon les statuts du Parti, deux problèmes doivent être abordés au cours du congrès. Le premier, en tant que Secrétaire général, je dois présenter un rapport des activités du Parti. Le second, il faut élire

les nouveaux membres du Comité central. Selon notre date prévue, c'est au mois d'octobre de l'année prochaine.\

LE PRESIDENT.- Monsieur le Secrétaire général, souhaitez-vous que nous répondions encore à une ou deux questions ?

- LE SECRETAIRE GENERAL.- A vous de décider parce que je suis votre invité.

- LE PRESIDENT.- Je prendrai cette responsabilité, alors quelques minutes seulement maintenant.

- QUESTION.- Je voudrais poser une question sur la construction d'une centrale nucléaire de Daya bay. Actuellement, les habitants de Hong-Kong sont un peu inquiets, parce que l'on craint toujours des accidents. Donc, monsieur le Secrétaire général, est-ce que la Chine ou la France, en ce qui concerne le problème de la sécurité, vous avez prévu des mesures de sécurité ?

Eventuellement, s'il y a des accidents, est-ce que vous avez prévu des mesures d'urgence ? Est-ce qu'à l'époque, la Chine possèdera suffisamment de matériel pour des mesures d'urgence ?

- LE SECRETAIRE GENERAL.- Après l'accident de la centrale nucléaire de l'Union soviétique, l'opinion internationale a été secouée, est-ce la raison pour laquelle les habitants de Hong-Kong sont un peu inquiets de la centrale nucléaire qui sera construite à Daya Bay ?

- Ceci est compréhensible.

- Actuellement en Chine, notre centrale nucléaire, je parle de celle qui a été mise en service, c'est zéro. C'est-à-dire que nous n'avons pas encore de centrale déjà mise en service.

- Il y a quelques années, nous avons décidé de construire deux ou trois centrales nucléaires. A mon avis, parce que je ne suis pas très fort en sciences naturelles, ma position sur le problème nucléaire est résumée en deux points. Le premier point, c'est une technologie moderne. On ne peut pas le condamner en bloc. C'est une technologie dangereuse, il faut être extrêmement prudent. L'énergie chinoise est fournie essentiellement par des centrales thermiques. Nous considérons l'énergie nucléaire comme une petite partie complémentaire de notre énergie, car l'énergie nucléaire nous aidera à maîtriser les technologies modernes. Sur le -plan de la sécurité, nous les dirigeants du pays, du Comité central, nous avons discuté à plusieurs reprises de ce problème. Nous allons prendre des mesures de sécurité en toute responsabilité.

- LE PRESIDENT.- Pour ce qui concerne la France, nous n'avons pas eu à connaître d'accidents. Ce qui prouve pour le moins que les précautions ont été prises. Nos systèmes de sécurité fonctionnent bien, mais enfin on n'est jamais trop prudent. Par exemple, nous avons accepté de prendre part à une conférence internationale, j'en ai débattu avec le Chancelier Kohl avant-hier, de même que nous en parlerons au sommet européen de La Haye le 26 juin prochain. Donc, à la fois nous avons pris nos précautions, preuves à l'appui, puisqu'il ne s'est rien passé, il n'y a pas eu mort d'homme en aucune circonstance et d'autre part, nous pensons qu'il ne faut pas négliger toutes les techniques de sécurité que nous pourrions connaître des autres et ces mesures à la fois de sécurité préalable et aussi, des mesures à prendre après accident pour l'information, en même temps pour empêcher le retour à tout accident nouveau. Voilà, c'est une sujet du jour, mais je le répète la France a l'intention de poursuivre son équipement nucléaire.\

QUESTION.- J'ai deux questions en une seule question, c'est sur le Liban et la guerre Iran - Irak. Lors de vos discussions, monsieur le Président et le Secrétaire général, comment vous avez vus ces deux problèmes qui sont liés à mon avis ?

- LE PRESIDENT.- Cela n'a pas été au centre de nos débats, cela n'a pas été absent, voilà ce que je puis dire. La guerre entre l'Iran et l'Irak, nous serons toujours d'accord pour toute solution qui conduirait à la paix, à la trêve d'abord, puis à la paix. Mais il dépend des deux belligérants de déterminer eux-mêmes les conditions dans lesquelles ils seraient prêts à entrer dans ce processus. Tel n'est pas le cas actuellement. Nous ne pouvons donc pas nous substituer ni à l'Iran, ni à l'Irak.

- Que ce soit lié au problème du Liban, que le problème du Liban soit lié à la guerre entre l'Iran et l'Irak, oui, c'est vrai, bien que cela ne soit pas l'explication principale, mais enfin c'est une évidence que l'un s'est trouvé aggravé par l'autre. Mais on ne peut pas considérer le problème du Liban sous ce seul aspect. De sorte que, nous n'avons pas approfondi le problème proprement libanais dans nos conversations avec le Secrétaire général du Parti communiste chinois.\

indianais dans nos conversations avec le Secrétaire général du Parti communiste chinois.

QUESTION.- Je voudrais poser une question au Président ainsi qu'au Secrétaire général. Nous les asiatiques, les Chinois, qui vivent en France, nous sommes très heureux, de voir le grand succès obtenu par la visite de M. Hu Yaobang, mais est-ce que vous pouvez faire un petit discours pour la communauté chinoise, monsieur le Président et monsieur le Secrétaire général ?

- LE PRESIDENT.- Avec grand plaisir. D'abord la France est un pays d'accueil. Nous sommes très heureux de recevoir les étrangers. Il appartient naturellement aux étrangers de se soumettre à nos lois, c'est-à-dire d'y venir lorsque la porte leur a été ouverte. C'est ce que font d'ailleurs la plupart des Chinois qui vivent en France. Et une fois qu'ils ont été admis normalement, cela n'est pas difficile de l'être en France, heureusement, alors il faut qu'ils se conforment à la vie qu'ont déjà les citoyens français. C'est ce que font, pour la plupart, les Chinois de France et c'est une communauté qui représente beaucoup, qui travaille bien et qui, à ma connaissance se trouve rarement, sauf par des actes individuels, mais inévitables, en contradiction avec nos lois. Donc, c'est une communauté qui est la bienvenue et je suis très heureux de la saluer, puisque vous m'en fournissez l'occasion.

- LE SECRETAIRE GENERAL.- Je vais ajouter deux choses. Premièrement, d'abord je souhaite que les Chinois résidant en France respectent scrupuleusement les lois de la France, et aussi se soumettent aux us et moeurs du pays. Ensuite, j'espère qu'ils déploieront des efforts pour développer les contacts amicaux qui datent de longues années pour y apporter leur contribution. Je leur souhaite beaucoup de bonheur dans leur famille.

QUESTION.- Monsieur le Secrétaire général, depuis votre grand voyage dans le Pacifique sud, au début de l'année 1985, la Chine a exprimé des opinions en convergence avec les résolutions qui ont été émises par le Forum du Pacifique Sud sur le problème de la dénucléarisation de la zone, et a émis également des réserves à l'égard de la politique de la France dans cette région.

Monsieur le Secrétaire général je souhaiterais que vous nous précisiez quelle est la position de la Chine à l'égard de la politique de la France dans le Pacifique Sud ?

- LE SECRETAIRE GENERAL.- La France et la Chine se trouvent dans des conditions différentes, nous n'avons pas mené de consultations préliminaires, la France surtout dans des conditions différentes, de la Chine. Tout à l'heure j'ai évoqué le troisième point. Ce point-là évoque aussi notre position à ce sujet.

- LE PRESIDENT.- Pour ce qui nous concerne, je l'ai déjà dit tout à l'heure, nous continuons. J'ai fait faire des rapports sur la radioactivité dans la région là-bas, qui pourrait être due aux expériences françaises, je le répète souterraines et le rapport du scientifique a conclu qu'il y avait une radioactivité légèrement supérieure à Paris.

- D'autre part, j'ai également demandé aux pays du Forum de désigner des savants et des techniciens pour faire une enquête, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont accepté. Un rapport a été fait, il a été signé par le Professeur Atkinson qui est un néo-zélandais et il a conclu que la radioactivité n'avait pas été accrue.

- Je sais bien que d'autres points de vue se sont développés. Mais je vous répète que la France ayant un armement nucléaire, doit faire des expérimentations, que le lieu qui a été choisi, à Mururoa en particulier, il y a déjà longtemps, à une époque où il y avait des expériences dans l'air, comme il y en avait en Australie, c'étaient les expériences anglaises, ont cessé, mais il n'y avait pas d'habitants à l'époque. Maintenant, les habitants sont revenus. Il y a quelques trois mille personnes qui vivent à Mururoa et en particulier il y a une demande très insistante des Polynésiens qui sont maintenant environ un millier et qui demandent à venir - je ne dis pas à revenir -. Il y a des milliers de Polynésiens que j'ai reçus lorsque je m'y suis rendu et qui m'ont dit surtout de continuer, nous travaillons, nous sommes bien, il n'y a jamais chez nous de malade pour une cause due à la radioactivité donc, nous ne demandons qu'à vous voir poursuivre vos travaux.

- Alors les inquiétudes que l'on nourrit à quelques milliers de kilomètres de là sont légitimes, mais peut-être excessives. Nous sommes à Paris plus proches des champs d'expérimentations soviétiques, par exemple, qu'ils ne le sont des champs d'expérimentations de Mururoa. Et d'autre part, pour nos expérimentations dans un rayon de mille kilomètres, on ne trouve que cinq mille

habitants. Le champ d'expérimentation du Nevada, en Amérique, dans un champ de mille kilomètres, il y a trente sept millions de personnes. Bon j'arrête là mon récit. Je pense que ce n'est pas la peine d'insister. Puisque nous allons terminer, je vais d'abord remercier M. le Secrétaire général, d'avoir bien voulu se prêter à cette conférence de presse qui est très utile pour la presse de tous les pays ici présents, merci aux journalistes qui ont bien voulu s'y intéresser. J'ajoute mes compliments à l'égard de la délégation chinoise qui accompagne le Secrétaire général, qui comporte à sa tête d'importantes personnalités membres du gouvernement que je salue particulièrement. Et je pense que cette discussion a été utile à tous. Ce voyage s'achève. Que M. le Secrétaire général Hu Yaobang emporte les vœux de mon pays dans la poursuite de ses travaux.\